

**EXTRAIT N° 58.26 DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Membres du Conseil Communautaire :**

**SEANCE DU 5 MAI 2026**

- **En exercice :** 88 (commune de Bayons non représentée)
- **Présents :** 64
- **Votants :** 83 (19 procurations)
- **Suffrages exprimés :** 75 (73 pour, 2 contre et 8 abstentions)
- **Secrétaire de séance :** M. Kevin QUEYREL

Le cinq mai deux mille vingt-six, à quatorze heure trente, le conseil de communauté dûment convoqué le vingt-huit avril deux mille vingt-six, s'est réuni en session ordinaire dans la salle de l'Alcazar (commune de Sisteron), sous la présidence de M. Jean-Pierre TEMPLIER, président de la Communauté de Communes du Sisteronais Buëch.

**Présents ou représentés :**

- Pour la commune d'Authon : M. Jean-Paul BROUCHON
- Pour la commune de Barret sur Méouge : M. Bruno LAGIER
- Pour la commune de Bayons : non représentée
- Pour la commune de Bellaffaire : M. Bernard CAVEING
- Pour la commune de Chanousse : M. Alain MATHIEU, représenté par son suppléant, M. Boris EMERIAU
- Pour la commune de Clamensane : Mme Charlotte PLAZANET
- Pour la commune d'Entrepierres : M. Jean-Marc ALPE représenté par sa suppléante, Mme Alexandra SAIMBAULT
- Pour la commune d'Eourres : Mme Nathalie DE BRUYNE
- Pour la commune d'Etoile St Cyrice : Mme Sylvaine JOUVE
- Pour la commune de Faucon du Caire : M. Robert ZUNINO
- Pour la commune de Garde-Colombe : M. Damien DURANCEAU, représenté par M. Gilles CREMILLEUX, à qui il a donné procuration
- Pour la commune de Gigors : M. Daniel TERRIER
- Pour la commune de La Bâtie Montsaléon : Mme Mathilde GIROUD
- Pour la commune de La Motte du Caire : M. Patrick MEYERE, représenté par M. Jean-Yves SIGAUD, à qui il a donné procuration
- Pour la commune de La Piarre : M. Olivier REYNAUD
- Pour la commune de Laborel : Mme Renée MAOUI
- Pour la commune de Lachau : M. Philippe MAGNUS
- Pour la commune de Laragne-Montéglin :
  - Mme Nathalie BACHELARD COLOMB
  - M. Maurice BRUN
  - M. Joël CHAUVIN
  - M. Pierre LESBROS, représenté par Mme Cécile LIOTARD, à qui il a donné procuration
  - M. Kevin QUEYREL
  - Mme Fabienne RAUD, représentée par Mme Anne TRUPHEME, à qui elle a donné procuration
  - Mme Anne TRUPHEME
  - Mme Laure VANOORENBERGHE
- Pour la commune de Lazer : M. Serge MAOUI
- Pour la commune du Bersac : M. Dominique DROUILLARD
- Pour la commune du Caire : M. Jean-Michel MAGNAN
- Pour la commune du Poët : M. Gautier AILLAUD
- Pour la commune de l'Epine : Mme Martine PECH-RABASSE
- Pour la commune de Melve : M. Jean-Louis DAVID
- Pour la commune de Méreuil : Mme Annick REYNAUD-FREY
- Pour la commune de Mison :
  - M. Robert GAY
  - Mme Marilyne RICHAUD

- Pour la commune de Monétier-Allemont : M. Henri MEVOLHON
- Pour la commune de Montclus : Mme Catherine DESREUMAUX, représentée par M. Dominique DROUILLARD à qui elle a donné procuration
- Pour la commune de Montjay : M. Gilles MÂNE, représenté par M. Jean SCHULER, à qui il a donné procuration
- Pour la commune de Montrond : M. Alain ROUMIEU
- Pour la commune de Moydans : Mme Marie-José DUFOUR
- Pour la commune de Nibles : Mme Anne GAUTIER
- Pour la commune d'Orpierre : M. Gilles CREMILLIEUX
- Pour la commune de Ribeyret : M. André GUEYTE
- Pour la commune de Rosans : M. Lionel TARDY
- Pour la commune de Saint-André-de-Rosans : Mme Cécile LIOTARD
- Pour la commune de Sainte-Colombe : M. Jean-Pierre ROUX, représenté par Mme Annick REYNAUD FREY, à qui il a donné procuration
- Pour la commune de Saint-Geniez : M. Olivier CHABRAND
- Pour la commune de Saint-Pierre-Avez : M. Florent ARMAND
- Pour la commune de Saléon : M. Pascal LOMBARD
- Pour la commune de Salérans : M. Éric DEGUILLAME
- Pour la commune de Savournon : M. Laurent SCHERRER
- Pour la commune de Serres :
  - Mme Véronique ARLAUD
  - M. Thierry ARNAUD
  - M. Daniel ROUIT
- Pour la commune de Sigottier : M. Jean DEPEYRE
- Pour la commune de Sigoyer : M. Michel HERNANDEZ
- Pour la commune de Sisteron :
  - M. Alain ANGELVIN
  - Mme Céline BURLE, représenté par M. Robert GAY, à qui elle a donné procuration
  - M. Jean-Louis CLEMENT, représenté par Mme Djamila GIRARD BELHAOUES, à qui il a donné procuration
  - M. Bernard CODOUL
  - M. Benjamin CUCCHIETTI, représenté par M. Kevin QUEYREL, à qui il a donné procuration
  - M. Christian GALLO, représenté par Mme Nicole Peloux, à qui il a donné procuration
  - Mme Djamila GIRARD BELHAOUES
  - Mme Maëlle HEBIDI, représentée par M. Jean-Pierre TEMPLIER, à qui elle a donné procuration
  - M. Sylvain JAFFRE
  - M. Nicolas LAUGIER, représenté par M. Bernard CODOUL, à qui il a donné procuration
  - Mme Nicole PELOUX
  - M. Franck PERARD, représenté par M. Alain ANGELVIN à qui il a donné procuration
  - Mme Christine REYNIER, représentée par Michel Hernandez, à qui elle a donné procuration
  - Mme Géraldine TAIX, représentée par M. Sylvain JAFFRE, à qui elle a donné procuration
  - M. Jean-Pierre TEMPLIER
  - M. Laurent SAROLI, représenté par M. Jean-Christophe PIK, à qui il a donné procuration
- Pour la commune de Sorbiers : M. Yves RABASSE, représenté par M. Grégory MOULLET, à qui il a donné procuration
- Pour la commune de Thèze : M. Gêrôme GARCIN
- Pour la commune de Trescléoux : M. Jean SCHULER
- Pour la commune de Turriers : M. Jean-Yves SIGAUD
- Pour la commune de Val Buëch-Méouge :
  - Mme Béatrice ALLIROL
  - M. Grégory MOULLET
  - M. Gérard NICOLAS
- Pour la commune de Valavoire : M. Hervé MIRAN
- Pour la commune de Valdoule : M. Gérard TENOUX, représenté par M. Florent ARMAND, à qui il a donné procuration
- Pour la commune de Valernes : M. Jean-Christophe PIK
- Pour la commune de Vaumeilh : Mme Catherine DOYONNAS
- Pour la commune de Ventavon : M. Jean-Claude FAVIER
- Pour la commune de Villebois les Pins : Mme Marianne ROUX

**Absents non représentés :**

- Pour la commune de Châteaufort
  - M. Pascale BERAUD
- Pour la commune de Nossage-et-Benevent
  - M. Martial ESPITALIER
- Pour la commune de Sisteron
  - Mme Zoé LEROUGE
  - Mme Stéphanie SEBANI
- Pour la commune d'Upaix
  - M. Florent Martin

**ORDRE DU JOUR : Indemnités des élus communautaires**

Les élus intercommunaux peuvent bénéficier d'indemnités de fonction qui viennent compenser les dépenses et les sujétions qui résultent de l'exercice de leur charge publique.

La loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local prévoit que le président perçoit une indemnité de fonction dont le montant est déterminé par décret en Conseil d'Etat, c'est-à-dire de droit et sans délibération, au taux maximum. Le président peut à son libre choix soit toucher de plein droit l'intégralité de l'indemnité de fonction prévue, soit demander, de façon expresse, à ne pas en bénéficier, le conseil communautaire pouvant alors, par délibération, la fixer à un montant inférieur.

L'octroi des autres indemnités est subordonné à l'exercice effectif du mandat ce qui suppose, en particulier pour les vice-présidents, de pouvoir justifier d'une délégation du président, sous forme d'arrêté.

La délibération fixant les indemnités de fonction des élus communautaires doit être adoptée dans les 3 mois suivant l'installation du conseil communautaire.

Pour une communauté de communes regroupant entre 20.000 et 49.999 habitants, le montant des indemnités au 1<sup>er</sup> janvier 2026 est le suivant :

- ✓ Président : 67,50 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, soit 2.774,60 € bruts mensuels ;
- ✓ Vice-présidents : maximum 24,73 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, soit 1.016,53 € bruts mensuels ;
- ✓ Conseillers communautaires avec délégation de fonction : pourcentage d'indemnité à fixer entre celui des conseillers communautaires (s'il est décidé de leur attribuer une indemnité) et celui des vice-présidents.
- ✓ Conseillers communautaires sans délégation : maximum 6 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, soit 246,63 € bruts mensuels (cette indemnité n'est pas liée à l'exercice d'une délégation par le président).

Le total des indemnités versées ne doit pas dépasser l'enveloppe indemnitaire globale qui est déterminée en additionnant les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions de président et de vice-présidents, et prend en compte, pour le nombre de vice-présidents :

- soit 20 % maximum de l'effectif de l'organe délibérant calculé, hors « accord local », arrondi à l'entier supérieur, dans la limite de 15 vice-présidents ;
- soit le nombre existant de vice-présidences en fonction, si le nombre est inférieur.

Le conseil communautaire ayant choisi de désigner 13 vice-présidents, l'enveloppe indemnitaire mensuelle globale est égale à 15.989,49 €.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-12 ;

Considérant le choix du président de renoncer à percevoir l'intégralité de l'indemnité à laquelle il peut prétendre de plein droit ;

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire fixe ainsi qu'il suit le montant des indemnités de fonction des élus communautaires :

- ✓ Pour le Président : 51,10 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (soit 2.100,48 € bruts mensuels au 5 mai 2026) ;
- ✓ Pour les Vice-présidents : 23,12 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (soit 950,35 € bruts mensuels au 5 mai 2026).

La présente délibération est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées.

Fait et délibéré les jour, mois, an susdits.

Acte publié et rendu exécutoire,  
Le jour de réception en Préfecture.  
Pour extrait conforme  
Le Président,  
Jean-Pierre TEMPLIER



Le secrétaire de séance,  
Kevin QUEYREL

Publiée le :

**13 MAI 2026**